

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle carrières-matériaux
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-
Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 18 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON

La Ballastière
BP 367
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2023-164_INSP_RAP_JLC_SCDC Sté des Carrières de Dissay sous
Courcillon.publiable.odt

Code AIOT : 0006300597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON implanté Les Chesnées 72500 Dissay-sous-Courcillon. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON
- Les Chesnées 72500 Dissay-sous-Courcillon
- Code AIOT : 0006300597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de sables/graves d'une surface autorisée d'environ 74 ha dont 54 ha d'extraction.

L'autorisation accordée en 2013 porte sur une durée de 15 ans (soit jusqu'au 17/07/2028).

La production annuelle moyenne autorisée est de 180 000 t.

La production annuelle maximale autorisée est de 250 000 t.

La production réalisée est très inférieure à celle autorisée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'eau.

La conduite de l'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.3	/	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.6	/	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.9	/	Sans objet
6	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.3.2	/	Sans objet
8	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.5.6, 1.6.1 et 3.4.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.4	/	Sans objet
5	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.2	/	Sans objet
7	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions relatives au suivi de la qualité de l'eau sont respectées pour l'essentiel. La carrière a été sous-exploitée, ce qui engendre des non-conformités notamment dans la conduite et l'organisation de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Respect du phasage d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée en trois phases d'une durée de cinq années chacune, conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site.
Constats : Lors de la visite du 4 juillet 2023, il n'y a pas d'activité sur le site. L'exploitant a indiqué que l'extraction a été très restreinte ces dernières années. L'inspection des installations classées constate que la phase 1 (2013-2018) n'est pas terminée et que la phase 2 (2018-2023) n'est pas commencée.
Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet cette modification du rythme d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, Épaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction (hors découverte) est de 6.1 mètres pour le secteur Est et 7 mètres pour le secteur Ouest, soit un niveau inférieur maximal d'extraction de: - 44 mNGF pour le secteur Est; - 43 mNGF pour le secteur Ouest. L'épaisseur moyenne d'extraction est estimée à 2.8 mètres (hors découverte).
Constats : Le 3 avril 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le plan de l'exploitation mis à jour du 28 décembre 2022. Ce plan indique une altitude du fond de fouille d'extraction actuelle (secteur Ouest de la carrière) au-dessus de 44 mNGF conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation dans la nappe phréatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière conduite dans la nappe phréatique est réalisée sans pompage d'exhaure. Le pompage de la nappe phréatique superficielle des sables pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit. Seul le pompage dans le bassin d'eau claire est autorisé. L'exploitant s'assure et prend les mesures nécessaires au maintien de l'hydraulique et des caractéristiques écologiques du milieu. Notamment : - les bassins de décantation ont un alignement parallèle à l'axe d'écoulement de la nappe afin de limiter leur impact sur l'hydraulique de la zone (risque de création d'une barrière hydraulique avec les effets de colmatage liés à la présence des fines de lavage). Un suivi régulier des niveaux piézométriques de la nappe phréatique superficielle des sables est réalisé pour le secteur en exploitation mais également pour le secteur remblayé. Un suivi qualitatif des eaux de cette nappe phréatique est également réalisé en particulier pour le secteur remblayé. Les mesures portent au minimum sur les matières en suspension et les hydrocarbures totaux. La fréquence de ces analyses est a minima annuelle. Les résultats de ces contrôles et les conclusions apportées par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Si un rabattement notable attribuable à l'exploitation de la carrière est constaté rendant l'exploitation des puits environnants difficile, l'exploitant recherche à ses frais une solution de remplacement pour le riverain (forage, fourniture d'eau du réseau).
Constats : Selon le plan d'exploitation fourni lors de la visite du 4 juillet 2023, les bassins de décantation ont un alignement Sud-Est / Nord-Ouest parallèle à l'axe d'écoulement de la nappe. Par courriel du 6 juillet 2023, l'exploitant a adressé le rapport de suivi des eaux de la carrière mis à jour le 26 juin 2023. Le rapport ne met pas en évidence de

d'impact quantitatif et qualitatif des eaux.L'inspection des installations classées constate cependant que la localisation des prélèvements (page 9 du rapport) est erronée, notamment concernant le plan d'eau d'extraction.La fréquence des analyses est annuelle.

Observations : Les prélèvements d'eau dans le plan d'eau d'extraction pour analyses doivent être faits effectivement dans le plan d'eau d'extraction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.9

Thème(s) : Situation administrative, Plans

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation et n'excédant pas 1/2500ème, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de la visite du 4 juillet 2023, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation au 1/2000ème mis à jour en décembre 2022.Le plan ne fait pas apparaître les niveaux du fond de fouille des bassins de décantation ni les clôtures et le bâtiment.

Observations : Le plan de l'exploitation doit être complété par les cotes de fond de fouille de l'extraction, les bâtiments existants et les clôtures.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement dans le milieux naturel

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le prélèvement d'eau dans un cours d'eau est interdit.

Dans la zone d'extraction, le pompage dans la nappe phréatique superficielle des sables est interdit.

Seul le pompage dans le bassin d'eau claire est permis.

Constats : Vu l'absence d'installation de lavage, il n'y a pas de prélèvement d'eau sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédés des installations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eau de procédé de l'installation de traitement des matériaux (lavage des sables) sont interdits à l'extérieur du site autorisé. Ces eaux sont intégralement recyclées pour ce poste (circuit fermé). Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.</p> <p>Les eaux de procédés sont dirigées vers un bassin de décantation sans ajout de flocculant puis vers un bassin d'eau claire où elles sont repompées vers l'installation de traitement.</p> <p>Les bassins sont réalisés sur la parcelle XH26 lorsque l'exploitation de cette parcelle sera achevée.</p> <p>La superficie totale occupée par ces bassins ne dépasse pas 4.5 hectares.</p> <p>Les rejets d'eau liés au fonctionnement du système de lavage des roues des camions — rotolue — sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées pour ce poste.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 4 juillet 2023, il n'y a pas d'installation de traitement des matériaux (lavage des sables). Les matériaux extraits sont transportés vers des installations situées sur d'autres sites. La superficie occupée par ces bassins est d'environ 3.1 ha et ne dépasse pas 4.5 hectares. Il n'y a pas de rejet d'eau lié au fonctionnement du système de lavage des roues des camions.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance de Monsieur le préfet les modifications des conditions d'exploitation, notamment l'absence des installations de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Pollutions des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets dans le milieu naturel</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées et rejetées dans le bassin de décantation. Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés à l'article ci-dessus. La fréquence des analyses est a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - annuelle pour la teneur en hydrocarbures, le PH, la température et la DCO. <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Les résultats sont consignés dans un registre et archivés pendant au moins cinq ans. Un bilan annuel est réalisé au plus tard le 1er février de l'année suivante avec les conclusions de l'exploitant sur l'état de la conformité de ses rejets et l'efficacité des mesures éventuellement engagées suite à des dépassements.</p> <p>Le registre et le bilan sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Par courriel du 6 juillet 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le rapport des analyses de la qualité des eaux du site. Le rapport ne fait pas paraître de résultat non-conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.5.6, 1.6.1 et 3.4.6.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des condition d'exploiter</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Art. 1.5.6: Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation ou toute autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié. - Art. 1.6.1: Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié. - Art. 3.4.6.3: Un plan de gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière est établi avant le début de

l'exploitation..... Il est transmis au préfet. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan

Constats : Lors de la visite du 4 juillet 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitation de la carrière a pris du retard. La modification du rythme d'exploitation peut conduire à une variation des coûts de remise en état. De même, il n'y a plus d'installation de traitement de matériaux. Ces modifications apportées par l'exploitant sont de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. Ces modifications sont également de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan de gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière. L'exploitant a indiqué qu'il allait solliciter une prolongation de l'autorisation d'exploiter.

Observations : L'exploitant est tenu de porter à la connaissance de Monsieur le préfet les modifications des conditions d'exploiter la carrière (classement administratif des installations exploitées, cessation relatif à la rubrique 2515, prolongation, modification du rythme d'exploitation...) avec une mise à jour du plan de phasage, des garanties financières et du plan de gestion des déchets d'extraction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet